

COOPÉRATION ET PROTECTION DE L'ENFANCE

Malgré une vague d'hostilité envers la France, qui se développe aujourd'hui dans plusieurs pays d'Afrique, comme l'Algérie, le Mali, le Sénégal notamment, les initiatives de solidarité envers les peuples africains émanant d'associations françaises se multiplient. C'est le cas de grandes associations comme SOS Villages d'Enfants, ou de plus petites comme Karibu. Dans les deux cas, il s'agit d'actions en direction des enfants et des familles en difficultés, menées de façon innovante et donc susceptibles d'interpeller les pratiques de nos professionnels en France. *Le Jas* a voulu en savoir plus.

PAR HÉLÈNE PADIEU ET LYSE D'ALIMONTE

■ AU BURKINA-FASO, SOS Villages d'Enfants combat la pauvreté pour reconstruire les familles

Depuis une dizaine d'années, SOS Villages d'Enfants accompagne des familles du Burkina Faso en situation de grande vulnérabilité. L'enjeu est de travailler en amont du placement ou de l'errance des enfants pour éviter que ceux-ci ne soient séparés de leurs parents en raison de la pauvreté de ceux-ci. Ce projet d'accompagnement est baptisé RECORDE, acronyme de "Renforcer les Capacités des Organisations de la Société civile locale pour le Respect des Droits de l'Enfant". Plus de 1650 enfants de 385 familles différentes en ont déjà bénéficié. Un programme, soutenu par l'Agence française de développement et le gouvernement princier de Monaco, qui a bénéficié à plus de 385 familles et 1650 enfants du Burkina Faso ou du Mali.

TROIS AXES D'INTERVENTION

Concrètement ce programme de renforcement des familles s'articule autour de trois objectifs : la défense des droits de l'enfant, l'autonomisation des familles, et le soutien à leurs activités économiques. En ce qui concerne les droits des enfants, SOS Villages d'Enfants s'appuie sur une quinzaine d'associations locales. Des événements visant à faire



© SOS Villages d'Enfants

Honorine, 46 ans, vit à Bobo-Dioulasso. Grâce à l'aide de SOS Villages d'Enfants elle a pu démarrer une activité de vendeuse sur les marchés locaux.

connaître ces droits sont organisés, et des "comités de protection" cherchent à repérer les situations où ces droits ne sont pas respectés. La sensibilisation passe également par des "clubs d'enfants", qui permettent aux jeunes d'en discuter entre eux.

En ce qui concerne l'autonomisation des familles, les associations organisent des visites à domicile mais aussi des séances collectives de sensibilisation, pendant lesquelles les familles travaillent sur leurs compétences parentales en matière de santé, de



scolarisation, d'alimentation, d'hygiène... Enfin, le projet RECORDE accompagne le démarrage d'activités économiques concernant ces familles. Ainsi, par exemple, onze "périmètres maraîchers" ont été aménagés, de même qu'une ferme d'élevage et de vente de poulets. Les associations locales partenaires sont formées afin de les développer de façon pérenne. Génératrices de revenus pour les exploitants, ces activités économiques ont aussi une vocation solidaire puisqu'elles s'accompagnent d'un système de redistribution communautaire au profit des familles les plus défavorisées (achat de fournitures scolaires, aides alimentaires).

LE TÉMOIGNAGE D'HONORINE

Honorine a 46 ans et vit à Bobo-Dioulasso, deuxième ville du Burkina Faso. Le sort s'est acharné sur elle jusqu'à ce qu'elle puisse bénéficier du programme RECORDE. En effet, elle perd en 2000 son premier époux avec qui elle a eu deux enfants. Elle réussit à faire face aux difficultés, puis elle se remarie et a un autre enfant. Mais quelques années plus tard une maladie emporte son deuxième époux. Or, une veuve qui perd une seconde fois son conjoint est mal vue, et cette mère de trois enfants âgés de 6, 9 et 16 ans n'échappe pas aux préjugés de sa belle-famille. À cette mise au ban social s'ajoute la précarité économique. En effet, Honorine dépense au jour le jour tout ce qu'elle gagne, jusqu'à perdre son maigre capital. "Il était difficile pour moi de garantir le repas quotidien, confie-t-elle, et la scolarisation de mes enfants était un luxe qu'on ne pouvait se permettre". C'est alors qu'elle rencontre d'autres familles bénéficiaires du programme RECORDE,

SOS VILLAGES D'ENFANTS AU BURKINA-FASO

Soutenue par l'association française SOS Villages d'Enfants, une structure indépendante a été développée au Burkina-Faso depuis trente ans. Dénommée SOS villages d'Enfants Burkina-Faso, elle a ainsi ouvert deux villages d'enfants dans le pays, l'un à Ouagadougou (en 1997), l'autre à Bobo-Dioulasso, la capitale économique du pays (en 2007). Ces villages comprennent, comme dans les villages SOS français, des maisons pour les enfants et leurs familles d'accueil, mais aussi un jardin d'enfant, une école et un dispensaire, ouverts aux enfants et aux familles les plus défavorisées des environs. En outre, ils offrent des programmes d'accompagnement des jeunes et de renforcement des familles. L'organisation soutient ainsi l'insertion socio-professionnelle des jeunes. Le directeur national de SOS Villages d'Enfants, Ousséni Nyantudre, souligne : "Il faut aider les jeunes à opérer un choix éclairé dans le contexte si complexe qui est celui de notre pays aujourd'hui". Ce qui est indispensable "pour leur donner espoir en l'avenir et les dissuader d'aventures périlleuses". L'association prévoit d'organiser chaque année un forum sur l'employabilité des jeunes, associant les organisations nationales et internationales.

qui l'orientent vers le village SOS de Bobo-Dioulasso, tout proche. L'équipe l'aide à démarrer une activité de vendeuse sur les marchés, et la sensibilise à la nécessité d'épargner. Ses enfants quant à eux bénéficient d'une prise en charge sanitaire et scolaire.

Grâce à cet accompagnement, les revenus de la nouvelle commerçante atteignent 455 euros par mois, sur lesquels elle parvient à épargner 150 euros ! Sa réussite a aujourd'hui valeur d'exemple pour le reste de la communauté. "Ce n'est pas seulement le soutien et les formations qui me touchent, c'est aussi la bienveillance avec laquelle SOS Villages d'Enfants prend en charge les enfants", commente cette battante. Bien sûr elle n'a rien oublié de son passé douloureux, mais se console en constatant

la joie de ses enfants. "Notre maman n'est plus la même depuis que nous avons intégré le programme de SOS Villages d'Enfants, commentent ces derniers. Elle affronte la vie avec beaucoup de courage et de confiance. Nous remercions tous ceux qui ont contribué à nous redonner la joie de vivre".

Rédigé à partir du magazine *Villages de Joie* avec l'aimable autorisation de SOS Villages d'Enfants

■ EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, l'association Karibu diversifie ses projets pour mieux soutenir les familles

L'aventure de Karibu en République démocratique du Congo a commencé par une rencontre entre Olivier Chazy, directeur et fondateur de Karibu, et la famille Sita, d'origine congolaise, hébergée dans la résidence sociale de Meudon. La maman de cette famille étant retenue à Kinshasa pour un problème de visa, ses deux petites filles alors âgées de 5 et 6 ans se retrouvent seules au foyer. Le juge des enfants, en accord avec la maman, les confie à Olivier Chazy comme tiers digne de confiance pendant deux ans. La maman, de retour en France, propose à Olivier de venir visiter son pays. Une fois sur place, il découvre la situation désastreuse vécue par les enfants de Kinshasa. Un "océan de misère", selon ses termes. Il décide alors de tenter une expérience, malgré l'absence de moyens et son manque de connaissance de la situation dans ce pays, axée en premier lieu sur la réunification des enfants des rues avec leur famille.

UN TRAVAIL SOCIAL ADAPTÉ AUX RÉALITÉS DU PAYS

La première année est consacrée à la réalisation d'un diagnostic englobant les difficultés mais aussi les ressources potentielles, et à réunir une première équipe de travailleurs locaux, autour d'un coordinateur, d'une contrôleur de gestion et d'un représentant chargé des relations avec les institutions.

L'ASSOCIATION KARIBU

Fondée en France dans la ville de Meudon il y a quarante ans par Olivier Chazy, l'association Karibu a eu à l'origine pour mission de loger et d'accompagner des familles en situation de précarité. Grâce à l'expérience de son fondateur, haut fonctionnaire au ministère des Affaires sociales, puis responsable à Emmaüs, cette association a pu élargir son activité en 2003 vers l'Afrique, en direction de Kinshasa, où elle a multiplié de nouvelles initiatives en faveur de l'enfance. Concrètement, ces quinze dernières années, elle a pu accompagner 820 enfants pour qu'ils puissent rester dans leur famille malgré leur extrême pauvreté. Un bilan d'autant plus remarquable que cette association ne fonctionne qu'avec des ressources émanant de dons privés.

L'antenne de Karibu est fondée, une première formation engagée et commence peu à peu le travail avec les enfants et avec les familles.

Pour les instigateurs du projet, sortir les enfants de la rue, c'est d'abord leur permettre de revenir dans leur propre famille, et pour ce faire il faut sortir les familles de la misère, vraie cause première du départ des enfants. Olivier Chazy ne veut pas entendre parler de centres d'hébergement : "Cela ne convient pas du tout au Congo, cela coûte cher



© DR

et il n'y a pas de financements. De plus, ça serait forcément insuffisant, car on estime qu'il y a 25 000 enfants concernés à la rue. Enfin, l'hébergement en structures contribuerait à déresponsabiliser les familles, alors que nous misons sur la capacité des parents à être responsable de leur vie et de celle de leurs enfants”.

C'est pourquoi l'association préconise plutôt de faire appel au microcrédit, le temps de stabiliser les finances des familles et de rendre viable leurs petits projets de survie économique, par exemple dans le commerce. “On leur prête 100 dollars sur neuf mois. À l'issue de ce délai, les familles qui ont pu rembourser peuvent accéder à notre coopérative mutuelle, où les différents foyers se prêtent entre eux, indéfiniment, sous forme de tontine”, nous explique Olivier Chazy. Il ne s'agit pas du microcrédit classique, au moins dans la première étape, car aucune hypothèque ni garantie n'est possible. Seuls les emprunteurs peuvent eux-mêmes transformer l'essai, en apprenant les bonnes méthodes de gestion, et avec un suivi rapproché par l'association de leurs projets. Et le système fonctionne, puisque l'association peut se féliciter

d'avoir atteint son objectif principal : dans ces familles-là, il n'y a quasiment aucun retour à la rue des enfants.

SOUTENIR UN ENVIRONNEMENT BIEN TRAITANT

Au-delà de la survie économique des familles, l'objectif du programme est de les faire grandir dans une famille bien traitante, aimante, sécurisante. En dix-sept ans, Karibu a réuni 840 enfants des rues avec leur famille, et pour la seule année 2021 on dénombre déjà 65 nouveaux enfants, qu'il faudra protéger, pour lesquels il faudra consolider le bien-être et l'avenir. “L'état naturel auquel a droit un enfant pour se développer, c'est le bonheur. À nous de le rendre possible !”, affirme Olivier Chazy. Pour cela, l'association sensibilise les parents sur la notion de bienveillance parentale, tout en aidant à la reconstruction psychique d'enfants ayant souvent vécu des traumatismes. Une méthode thérapeutique a été mise en place, basée sur des séances de dessins. En effet, poursuit Olivier Chazy “l'enfant dessine librement ses aspirations comme ses souffrances. Il commente également

son dessin, et répare ainsi puissamment les traumatismes que les événements de son histoire ont inscrits dans son inconscient”. L’action thérapeutique a pour but de valoriser la résilience des enfants, car les souffrances vécues les interrogent et éveillent leur conscience. Les effets de cette résilience se manifestent en grande partie dans les études : les enfants rescapés de la rue y sont toujours parmi les meilleurs dans les classements scolaires, et ils aspirent souvent à des métiers à forte utilité sociale, comme médecin, avocat, soignant.

LES ENSEIGNEMENTS DE KINSHASA

La ville et les habitants de Kinshasa ont des spécificités qu’il convient de prendre en compte. Fort sens artistique, soif d’apprendre, puissante entraide de proximité, potentiel de métiers manuels ou informatiques, mais aussi faiblesse des infrastructures, corruption, malnutrition, absence de l’État, sans négliger un fort rejet des occidentaux. L’implantation de Karibu n’était pas gagnée d’avance, et pourtant elle a réussi son pari, en s’entourant progressivement de personnes fiables et en trouvant un bon modèle de développement. Son responsable constate que “beaucoup d’associations caritatives calquent des modèles occidentaux sur des réalités sociologiquement sans rapport avec l’occident, aboutissant à terme à un rejet par la population”. La particularité de l’association Karibu c’est d’avoir réussi son intégration dans le monde kinois, en accordant son attention non seulement aux enfants, mais à l’ensemble des équilibres sociaux et familiaux. L’aide a permis à tous, parents, femmes et jeunes, de s’autonomiser, grâce à des actions d’une très grande diversité : sensibilisation sur la gestion familiale et la planification, les droits de l’enfant, de la femme et de la famille, l’hygiène, l’alimentation, formations professionnelles, soutien scolaire, thérapies, prévention vaccinale...

ET POUR L’AVENIR...

L’association a formalisé son modèle de développement social, issu empiriquement de l’expérience de ces 18 années et structuré autour de cinq axes : la vision, les valeurs, les méthodes, les garde-fous, la communication. Aujourd’hui ce modèle sert à l’enseignement et à trouver des partenariats. Et



© DR

Karibu continue à bâtir son avenir, en consolidant ses actions, mais aussi en lançant de nouveaux projets. Ainsi, une petite cordonnerie est d’ores et déjà achevée, ainsi qu’une coopérative agricole avec 70 agriculteurs, qui vont permettre de renforcer l’intégration économique des familles. De même, un élevage de poulets communautaire est prévu, qui permettra à chaque famille de recevoir un couple de poussins qu’elle élèvera, et qu’elle remboursera en offrant à son tour trois couples de poussins à une autre famille. L’association a également en tête de développer une filière de signalements pour les maltraitances infantiles, et d’initier les enfants à la citoyenneté. De Paris, les créateurs de l’association ne sont pas inactifs, et ont créé une petite école de soutien aux projets des migrants. Et Mme Sita, celle par qui Olivier Chazy a mis le pied en Afrique, continue de son côté à s’engager. Elle retourne régulièrement dans son pays natal, où elle monte un projet de pharmacie sociale, pour aider les familles à se procurer des médicaments à prix modeste.

**Association Karibu 19 rue du Lieutenant Raoul
Batany 92190 Meudon
Tel : 0619030784, site : www.karibu-asso.fr**

Le choix des sobriétés : des idées pour passer à l'action

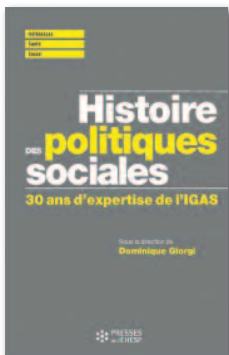
Collectif, sous la direction d'Elisabeth Javelaud / Édition De l'Atelier



Que pouvons-nous faire ensemble pour modifier concrètement nos comportements individuels et collectifs ? Les impacts négatifs de nos choix économiques et sociétaux sur l'environnement font l'objet d'une prise de conscience générale. Ce livre que vient de faire paraître le Pacte civique aux Éditions de l'Atelier est une mine de ressources pour prendre part aux changements annoncés et pour la préservation du vivre-ensemble au profit d'un monde plus sobre et solidaire. On y retrouve, coordonnées par Elisabeth Javelaud, sociologue, membre du Pacte civique, les interventions très pertinentes de Dominique Bourg, Jean-Baptiste de Foucauld, Pablo Servigne, Hugues Sibille, Patrick Viveret et celles de simples citoyens engagés. Sobriété choisie et certainement pas subie !

Histoire des politiques sociales : 30 ans d'expertise de l'IGAS

Sous la direction de Dominique Giorgi / Éditions Presses de l'EHESP

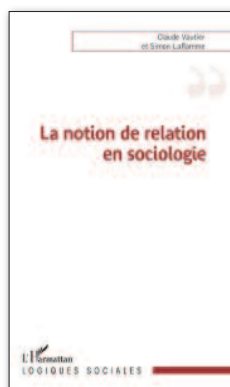


Peu de Français connaissent la façon dont s'élaborent les politiques sociales : sur la base de quelles études et expertises le gouvernement engage-t-il des réformes dans ce vaste domaine, pour réduire les inégalités sociales, ou pour faire évoluer notre système de santé ? L'Inspection générale des affaires sociales (Igas) tient un rôle important

dans l'élaboration des politiques, en réalisant des missions de contrôle, d'audit, d'expertise et d'évaluation, et en conseillant les pouvoirs publics. Cet ouvrage s'adresse aux professionnels du social, du médico-social et du sanitaire, mais également aux candidats aux concours d'administration, ainsi qu'aux étudiants en sciences politiques, droit, économie, histoire et sociologie.

La notion de relation en sociologie

Claude Vautier et Simon Laflamme / Éditions L'Harmattan



Le terme "sociologie" provient de "socius" qui signifie "association", "compagnonnage" et du terme "logos", désignant le "discours sur". La sociologie est donc étymologiquement un discours sur l'association des êtres humains entre eux, formant de ce fait une "société". Mais comment se fait-il, alors, que les grandes œuvres sociologiques traitent si peu de cet aspect de la société

qu'est le fait relationnel ? Comment se fait-il également que ces œuvres aient fréquemment vu cette contradiction sans essayer de, ou sans réussir à lever ce paradoxe ?